



Civisme en ligne

Liberté d'expression ne signifie pas liberté d'insulter

La liberté d'expression est l'un des socles de toute société démocratique. Elle garantit le droit de chacun à exprimer son opinion, à débattre et à critiquer. Mais, à l'ère des réseaux sociaux où les publications se propagent plus vite que les faits, cette liberté se heurte à un défi de taille : les abus de langage ...



PAGE 4

ECONOMIE



Financement

Le Togo obtient de la BAD 22,4 milliards pour son agriculture

Le Togo continue de mobiliser les moyens pour le développement de son agriculture. Ce 28 mai à Abidjan en Côte d'Ivoire, le pays a scellé une avancée majeure pour sa transformation agro-industrielle en signant deux accords de financement avec la Banque africaine de développement (BAD). Le montant total est de 38,9 millions de dollars, ...

PAGE 5

PUBLIREPORTAGE



Togo

China Moutai rassemble des ressortissants chinois autour du "Dragon Boat Festival" 2025

La Chine célèbre, chaque 10 juin, l'une de ses fêtes traditionnelles dénommée "Dragon Boat Festival". Afin de permettre aux ressortissants chinois vivant au Togo de commémorer cette fête, la GRANDE MURAILLE DISTRIBUTION, distributeur exclusif ...

PAGE 11



Relations diplomatiques

La coopération sino-togolaise affiche un dynamisme exceptionnel

Le 30 mai dernier, le président du Conseil Faure Gnassingbé, et l'ambassadeur de Chine au Togo en fin de mission, Chao Weidong, ont fait le point du partenariat entre le Togo et la Chine.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

CEET : gouvernance, l'heure du grand ménage

Le 28 mai 2025, la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) a opéré un geste fort : « le directeur général Débo-K'mba A. Brandao a mis fin, avec effet immédiat, aux fonctions du directeur central de l'Administration et des Finances (DCAF) ». Plus encore, cette direction stratégique a été purement et simplement dissoute.

La CEET veut rompre avec les lourdeurs d'hier. Derrière ce démantèlement, une logique assumée : « simplifier les circuits décisionnels, améliorer la transparence, et renforcer la responsabilité au sommet ».

Les anciennes attributions de la DCAF seront réorganisées, certaines rattachées directement à la direction générale, d'autres redéployées. L'heure est à la rationalisation.

Depuis plusieurs années, la CEET modernise ses pratiques. Cette décision radicale s'inscrit dans cette dynamique. Pour nombre d'observateurs, elle « traduit une volonté de remettre la gouvernance d'entreprise au cœur de la stratégie ».

SÉCURITÉ

Nouveau braquage armé à Lomé

La lutte contre la prolifération des armes à feu ne doit pas faiblir

Un nouveau braquage qualifié de spectaculaire par certains témoins, s'est produit le vendredi 30 mai 2025 à Lomé, non loin du Stade de Kégué. A Lomé, cela fait quelques années que l'on n'a plus ...

PAGE 8

Journée de l'arbre

Les plus hautes autorités togolaises donnent l'exemple

Hier, dimanche 1er Juin 2025, la représentation nationale a marqué sa participation à la célébration de la Journée nationale de l'arbre à travers la mise en terre de 200 plants dans l'enceinte et aux alentours des bâtiments de l'institution.



PAGE 8

	SOMMAIRE	<p>Alliance politique africaine La troisième conférence ministérielle s'ouvre ce matin à Lomé</p>  <p>P 4</p>	<p>Togo-FMI Vers un nouveau décaissement de 58 millions de dollars</p>  <p>P 5</p>	<p>Cotonculture Les récoltes encore une fois en-deçà des attentes</p>  <p>P 10</p>
---	-----------------	---	---	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Rencontre avec Mme Solim Lemharou, Bénéficiaire du Produit APSEF

Dans toutes les contrées du pays, c'est avec joie que les différents bénéficiaires des produits FNFI exercent librement leurs activités génératrices de revenus. Que ce soit pour le crédit APSEF, AGRISEF, AJSEF ou pour les autres produits spéciaux du FNFI, les différents bénéficiaires confessent aujourd'hui être plus autonomes et mieux aptes à œuvrer au développement de leurs communautés.

Farendè, Préfecture de la Binah, à plus de 450 Km au nord de Lomé. Dans ce village du nord Togo, vivent concentrés des centaines de bénéficiaires des différents produits FNFI qui aujourd'hui racontent avec beaucoup de joie les avancées positives qu'ils enregistrent depuis qu'ils ont reçu.

Samedi 08 Décembre 2018, à la faveur des activités marquant la 31^è édition de Sinkaring, fête d'initiation et des moissons de la préfecture de la Binah, nous rencontrons Solim Lemharou, la quarantaine, elle nous confie avoir bénéficié successivement des 4 cycles du crédit APSEF.

"Les différents cycles du crédit APSEF que j'ai reçu ont donné corps à mon rêve, celui de pouvoir me prendre en charge à travers

l'exercice d'une AGR. Chaque jour qui passe, je consolide mon autonomie financière. Comme vous le savez, surtout dans les villages c'est très compliqué de pouvoir exercer une activité si l'on n'a pas un coup de pouce financier. Personnellement, je sais très bien préparer la boisson locale et j'ai toujours rêvé de pouvoir exercer cette activité."

Justement, pour éviter que toutes entraves ne viennent perturber les populations d'exercer librement leurs activités génératrices de revenus, les différents crédits du FNFI sont des crédits attractifs, sans garantie matérielle ni financière, mais aussi et surtout des crédits à taux bonifiés.

"Je n'ai pas eu de difficultés avant de pouvoir avoir accès à la première tranche du crédit APSEF de 30.000 FCFA. Avec cette somme, j'ai démarré la fabrication et la commercialisation de la boisson locale tchouk ici dans ce carrefour très fréquenté par les villageois. Mais à des occasions spéciales, comme jours de fête ou de réjouissance populaire, comme c'est le cas aujourd'hui pour la fête des moissons, je

me délocalise afin d'avoir plus de clients. Je dois avouer que comme je suis kabyé, je maîtrisais bien déjà les techniques de fabrication de la boisson locale, ce qui fait que ma boisson est très appréciée. Les gens viennent des fois pour boire une ou deux calebasses. Mais la finesse de la boisson et les discussions entre amis font qu'ils prennent en fine 4 à 5 calebasses chacun. Et moi, cela m'arrange, car ça augmente mon chiffre d'affaire."

Un premier crédit que dame Solim rembourse totalement au bout des 6 premiers mois, car pour elle, la chaîne de l'inclusion financière ne doit pas s'arrêter en si bon chemin. " Une fois que j'ai soldé mon premier crédit, j'ai alors aussi rapidement obtenu le second crédit, cette fois d'un montant de 40.000 FCFA. Ceci m'a permis de multiplier mes jours de vente de boisson. Initialement de 3 fois par semaine de jours d'activités de commercialisation, je suis passé à 5 fois par semaine, à raison de Lundi, Mercredi, Vendredi, Samedi et Dimanche. Ce sont un ensemble de techniques qui me permettent de

renforcer mon chiffre d'affaire."

Notre interlocutrice nous avoue que les deux premiers cycles de crédit APSEF lui ont permis de lancer son activité et de pouvoir se donner un nom. Les deux derniers cycles de crédit de 50.000 F CFA chacun lui ont permis en outre de diversifier ses

Dès lors, j'ai remarqué une augmentation de mes activités, car les gens viennent manger d'abord et ensuite se désaltérer. C'est progressivement un business très rentable que je suis en train de mettre sur pieds, et tout ceci grâce au FNFI. Actuellement, je peux avouer que rien n'est impossible dans la vie. Rien n'est facile non plus, mais



Mme Solim Lemharou

activités. "Avec les deux derniers cycles de crédit reçus, j'ai commencé à vendre en parallèle des boules d'akpan, de la soupe de fromage ainsi que quelques petites bricoles.

avec un peu de courage et de la bonne foi, je pense qu'il existe aujourd'hui dans notre pays des mécanismes adaptés qui peuvent nous soutenir afin de pouvoir voler de nos propres ailes."

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web :
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Relations diplomatiques

La coopération sino-togolaise affiche un dynamisme exceptionnel

Le 30 mai dernier, le président du Conseil Faure Gnassingbé, et l'ambassadeur de Chine au Togo en fin de mission, Chao Weidong ont fait le point du partenariat entre le Togo et la Chine.

Après sept ans de mission, l'ambassadeur de Chine se réjouit de « l'hospitalité exceptionnelle de tous les Togolais » et de sa contribution au renforcement et à la diversification des relations d'amitié et de coopération entre Lomé et Pékin.

« Je quitte le Togo avec beaucoup de satisfaction parce que la coopération sino-togolaise affiche un dynamisme exceptionnel à partir du sommet du Focac 2024 qui a ouvert un nouveau chapitre de l'amitié et du partenariat entre les deux pays. Des projets de coopération sont en cours d'exécution et bien

d'autres en préparation » a-t-il déclaré.

L'ambassadeur Chao Weidong a transmis à l'occasion les meilleurs vœux du président Xi Jinping et du Premier ministre Li Qiang au président du Conseil. Il a réaffirmé la volonté de la Chine de renforcer davantage la confiance mutuelle et d'approfondir la coopération multilatérale à travers le Forum économique Chine-Afrique (Focac).

Le Togo et la Chine développent un partenariat exemplaire dans les secteurs des infrastructures, de l'agriculture, du développement rural, de la promotion des investissements et des affaires, de l'éducation et de la formation professionnelle. Les deux



Faure Gnassingbé (à droite) et Chao Weidong

pays ont également une convergence de vue sur les grands enjeux mondiaux relatifs à la paix, à la sécurité et à l'environnement.

Ce partenariat établi en 1972, a été élevé par une

décision conjointe lors du Focac 2024, au niveau d'un partenariat stratégique global. C'est le niveau le plus élevé dans l'échelle chinoise des relations de coopération qui implique un renforcement notable

des relations et une collaboration élargie couvrant plusieurs domaines, y compris la politique, l'économie, la sécurité et la coordination internationale.

Eдем Dadzie

Chao Weidong chez Adédzé

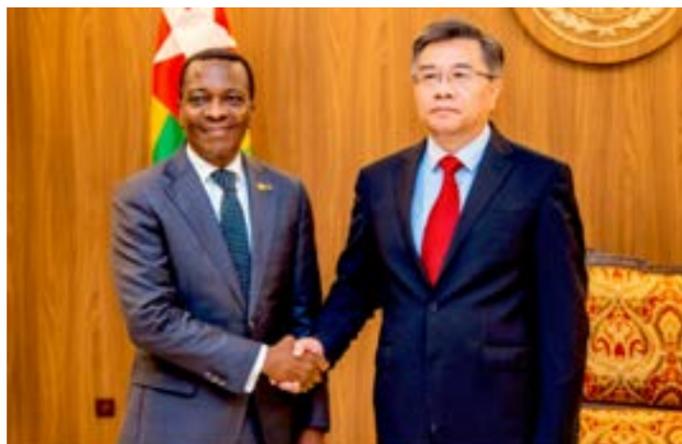
« J'ai un sentiment particulier pour le Togo », dit le diplomate

Vendredi dernier, le président de l'Assemblée nationale, Kodjo Sevon-Tépé Adédzé, a accordé une audience à Chao Weidong, ambassadeur de la République populaire de Chine au Togo, en fin de mission diplomatique après sept années de service.

Cette rencontre empreinte de chaleur et de reconnaissance a été l'occasion pour le diplomate chinois d'exprimer sa profonde gratitude au Parlement togolais et aux plus hautes autorités du Togo pour le soutien multiforme dont il a bénéficié tout au long de sa mission.

« C'est avec beaucoup d'émotions que je quitte le Togo. Je dis toujours que je suis chez moi au Togo ! J'ai bénéficié d'une hospitalité exceptionnelle des amis togolais à tous les niveaux, du niveau suprême jusqu'à la base. Sept ans déjà ! C'est une longue période de ma vie professionnelle... J'ai un sentiment particulier pour le Togo », a-t-il déclaré avec émotion.

Au cours de cette audience, Chao Weidong a salué l'excellente qualité des relations bilatérales entre la Chine et le Togo, rendue possible grâce au leadership éclairé de Xi Jinping, président de



Kodjo Adédzé (à gauche) et Chao Weidong

la République populaire de Chine, et de Faure Gnassingbé, président du Conseil de la République togolaise. Il a notamment souligné le nouveau dynamisme institutionnel entre les deux pays, marqué par des avancées notables dans plusieurs domaines stratégiques, particulièrement depuis le sommet du Forum sur la Coopération sino-africaine (Focac) de 2024.

« Après le sommet du Focac, les relations bilatérales ont été hissées à un haut niveau de partenariat global. Il s'agit là d'une nouvelle ambition pour le renforcement de notre coopération », a-t-il souligné.

Le diplomate a également réaffirmé l'engagement

de l'Assemblée populaire nationale de Chine à accompagner l'Assemblée nationale du Togo dans le renforcement de cette amitié historique et de ce partenariat fructueux, notamment par des échanges institutionnels réguliers et des projets communs porteurs de développement.

En retour, le président de l'Assemblée nationale togolaise a salué le rôle déterminant joué par l'ambassadeur dans le raffermissement des liens d'amitié entre les deux pays. Il s'est réjoui de la vision de coopération constructive qui a marqué les sept années de sa mission diplomatique au Togo.

E. Dadzie

Elections municipales

Faure Gnassingbé réaffirme son engagement en faveur de l'ouverture

Dans un communiqué rendu public le 28 mai 2025, le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie coutumière, le colonel Hodabalo Awaté, a porté à la connaissance des acteurs politiques et de l'ensemble de la population togolaise deux importantes décisions prises par le président du Conseil, Faure Gnassingbé, en vue d'assurer le bon déroulement des élections municipales de 2025.

Ces mesures réaffirment son engagement en faveur de l'ouverture, de la concertation et du

l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Chefferie coutumière, à l'issue de la réunion du Cadre permanent de concertation (CPC) tenue le 27 mai 2025.

Cette rencontre a constitué une étape clé dans les échanges entre le gouvernement et les acteurs politiques au sujet des élections municipales de 2025. Dans un esprit d'ouverture et de renforcement du dialogue



dialogue. Cette décision fait suite à une proposition de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et au rapport présenté par le ministre de

politique, le gouvernement a réaffirmé sa volonté d'être attentif aux préoccupations des différentes parties prenantes. ...

Suite à la page 4

Elections municipales Faure Gnassingbé réaffirme son engagement en faveur de l'ouverture

Suite de la page 3

... Le premier décret, N° 2025-005/PC daté du 28 mai 2025, modifie l'article 2 du décret numéro 2025-003/PC du 21 mai, ajustant ainsi le nombre de conseillers

municipaux et d'adjoints au maire par commune. Ces ajustements entreront en vigueur pour les élections municipales suivant celles de 2025, conformément

aux dispositions en cours jusqu'à cette date.

Le second décret, N° 2025-006/PC, réaménage le calendrier électoral pour les élections municipales de 2025, répondant à la proposition de la Céni et au rapport ministériel. Le scrutin est désormais prévu pour le jeudi 17 juillet 2025 à l'échelle nationale, avec une ouverture des bureaux de vote de 07h à 16h. Les

Forces de défense et de sécurité (FDS) participeront au vote anticipé le lundi 14 juillet 2025, afin d'avoir le temps nécessaire pour assurer la sécurité des opérations électorales. La campagne électorale débutera le mardi 1er juillet 2025 à minuit et se clôturera le mardi 15 juillet 2025 à 23h 59 mn.

Le colonel Hodabalo Awaté a appelé toutes les parties

prenantes à respecter ces nouvelles dispositions et à contribuer activement à la préparation et à la conduite sereine de ces élections. Ces efforts reflètent l'engagement continu du gouvernement en faveur d'un processus électoral démocratique et inclusif, consolidant ainsi la marche du Togo vers une gouvernance locale responsable et efficace.

TM

Alliance politique africaine

La troisième conférence ministérielle s'ouvre ce matin à Lomé

La troisième réunion ministérielle de l'Alliance politique africaine (APA) s'ouvre aujourd'hui, lundi 2 juin 2025 au palais des congrès de Lomé.

La conférence ministérielle a pour objectif de rassembler les États africains dans le cadre d'une réflexion et des échanges de vues stratégiques sur les enjeux et défis auxquels l'Afrique est confrontée en matière de repositionnement géopolitique, politique et diplomatique dans le contexte international actuel en mutation et caractérisé par de nouvelles évolutions et un bouleversement sans précédent depuis le début du XXIème siècle.

Les ministres des Affaires étrangères des États africains seront à Lomé pour la circonstance. Ils viennent des différentes régions du

continent conformément à l'orientation panafricaniste de l'APA. Les représentants des organisations internationales et d'autres invités spéciaux prendront part aux travaux de la conférence.

La conférence ministérielle débutera par une session d'ouverture. La session d'ouverture prendra fin par une séance de photo de famille. Après la cérémonie d'ouverture, les ministres participeront à deux sessions thématiques. Les sessions thématiques prendront fin par une séance de restitutions des conclusions des échanges. La session de clôture de la conférence ministérielle sera marquée par le discours de fin des travaux. Pour rappel, l'APA, une initiative portée par le Togo, a été lancée en 2023 comme un cadre informel



Le palais des congrès de Lomé, le lieu où va se dérouler la conférence

de concertation politique et de coopération destiné à permettre aux nations africaines, déterminées à œuvrer pour une Afrique politiquement forte, indépendante et décomplexée, de se rencontrer périodiquement et d'échanger librement

sur les grandes questions continentales et internationales touchant aux intérêts de l'Afrique ou nécessitant des positions concertées et communes. Elle œuvre à la réalisation d'une Afrique unie, forte, souveraine, paisible et audible sur

la scène internationale et garantissant le bien-être des peuples et ce en appui au travail des institutions traditionnelles telles que l'Union africaine (UA) et les Communautés économiques régionales (CER).

E. Dadzie

Civisme en ligne

Liberté d'expression ne signifie pas liberté d'insulter

La liberté d'expression est l'un des socles de toute société démocratique. Elle garantit le droit de chacun à exprimer son opinion, à débattre et à critiquer. Mais, à l'ère des réseaux sociaux où les publications se propagent plus vite que les faits, cette liberté se heurte à un défi de taille : les abus de langage, les propos haineux et violents, et les fausses informations.

Au Togo comme ailleurs, Facebook, WhatsApp, X (ex Twitter), sont devenus des espaces de débats mais aussi de dérives. Et très souvent la frontière entre l'opinion et l'injure, entre la critique et la calomnie, est allègrement franchie. Avec l'essor des outils numériques, le débat public s'est déplacé en ligne, échappant parfois aux règles classiques de la discussion démocratique. Des voix s'élèvent, parfois légitimement

critiques, mais, d'autres versent dans l'attaque personnelle, la menace ou la désinformation assumée. Insulter un élu, accuser sans preuves, propager une rumeur ou livrer un individu

la liberté d'expression ne signifie pas impunité.

Outre l'encadrement juridique, il se pose un problème d'éducation

Ce droit garanti par la



à la vindicte numérique : autant de pratiques qui, si elles se banalisent, mettent en péril la paix sociale et le vivre ensemble. Il est essentiel de rappeler que

la Constitution togolaise et les traités internationaux, s'exerce dans le respect des lois et de la dignité d'autrui. Il n'autorise ni la diffamation, ni l'injure, ni

la propagation des fausses nouvelles. C'est dans ce contexte qu'un rappel formel a été récemment fait par les ministères de la Justice et de la Sécurité, dans un communiqué conjoint.

Le texte souligne que la libre expression des opinions reste une valeur essentielle, mais qu'elle implique une responsabilité dans les propos partagés, notamment en ligne. Les dérives numériques ne sont pas tolérées par le droit togolais. Plusieurs textes encadrent les comportements en ligne, notamment : le Code pénal, le Code de la presse et de la communication, la loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité, ainsi que la loi sur la protection des données personnelles.

Les infractions sont passibles de peines d'amendes, voire de prison, selon la gravité des faits. Toutefois, l'urgence n'est pas seulement juridique. Elle est aussi sociale et éducative. Il s'agit d'encourager une culture du respect, de la vérification de l'information, et de la responsabilité numérique. Critiquer n'est pas insulter, s'indigner n'est pas menacer. Et partager une information sans la vérifier, c'est parfois en devenir complice.

Le civisme numérique est aujourd'hui un impératif autant que le civisme dans la rue. Ce n'est qu'à cette condition que la parole en ligne pourra rester un levier démocratique, plutôt qu'un facteur de division.

TM

Gouvernance**Le président du Conseil fait de Mansoor Hamayun, cofondateur de BBOXX, son conseiller**

Le Togo vient de s'attacher les services d'un visionnaire. Le vendredi 30 mai, Mansoor Hamayun a été nommé « conseiller auprès du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé », avec effet immédiat. Une annonce officielle qui marque un tournant stratégique pour le pays.



Mansoor Hamayun

À seulement 39 ans, cet entrepreneur d'origine pakistanaise a déjà bouleversé le paysage énergétique de l'Afrique. Co-fondateur de BBOXX,

il a permis « d'électrifier des zones rurales non desservies grâce à des solutions d'énergie renouvelable », dans une douzaine de pays, dont le Togo. Grâce à cette entreprise pionnière, des millions d'Africains ont eu accès à l'électricité.

Avec un parcours riche et des défis couronnés de succès, Hamayun est également le président de Minexx, une société qui s'attaque à un autre défi du continent : la traçabilité des minerais critiques. L'objectif, ce sont des « chaînes d'approvisionnement durables et transparentes

». Une vision résolument tournée vers l'avenir, à l'heure où le cobalt, le lithium et le tantale deviennent les piliers de l'économie verte mondiale. Sa force réside aussi dans sa capacité à nouer des partenariats solides avec les États. « Reconnu pour sa structuration de partenariats innovants avec des gouvernements africains », il a déjà levé plus de 200 millions de dollars pour financer des projets à fort impact social et économique.

Cette nomination n'est donc pas seulement symbolique. Elle reflète une volonté claire du Togo :

accélérer la transformation du pays par l'innovation, la durabilité et l'inclusion. En confiant à Hamayun un rôle aussi stratégique, Faure Gnassingbé parie sur un homme d'action, un bâtisseur de ponts entre les idées et les réalités du terrain.

« Sanomination contribuera significativement à la mise en œuvre des initiatives phares du Togo ». L'avenir dira jusqu'où cette collaboration portera. Mais une chose est sûre : avec Mansoor Hamayun, le Togo mise sur la lumière, au propre comme au figuré.

Togo Matin**Financement****Le Togo obtient de la BAD 22,4 milliards pour son agriculture**

Le Togo continue de mobiliser les moyens pour le développement de son agriculture. Ce 28 mai à Abidjan en Côte d'Ivoire, le pays a scellé une avancée majeure pour sa transformation agro-industrielle en signant deux accords de financement avec la Banque africaine de développement (BAD). Le montant total est de 38,9 millions de dollars, soit environ 22,4 milliards de francs CFA.

Ce partenariat, conclu en marge des Assemblées annuelles de la BAD, marque un tournant. Il s'agit, selon la vice-présidente du groupe bancaire, Nnenna Nwabufu, du tout premier appui du Fonds vert pour le climat dédié à une Zone spéciale de transformation agro-industrielle (ZSTA) sur le

Sur cette enveloppe, 29 millions de dollars proviennent d'un don du Fonds vert pour le climat, les 9,9 millions restants prenant la forme d'un prêt de la BAD. Cet appui est destiné à financer des infrastructures agricoles pensées pour résister aux effets du changement climatique. Le but est de faire émerger une agriculture à la fois durable, compétitive et inclusive.

« Ce projet incarne la volonté du Togo de bâtir une agriculture durable, à haute valeur ajoutée, tout en renforçant la résilience des petits producteurs », a souligné Essowè Georges

sobre en carbone et des systèmes d'alerte précoce. Des choix technologiques qui dessinent les contours d'un modèle agricole plus vert, plus robuste, et résolument tourné vers l'avenir.

Au-delà des chiffres, ce financement symbolise une promesse : celle d'un développement agricole qui ne sacrifie ni l'environnement, ni les plus vulnérables. C'est aussi le signe d'un Togo qui « veut promouvoir une croissance inclusive et durable », comme l'a rappelé le ministre Barcola.

La terre togolaise s'apprête donc à accueillir bien plus que



Georges Barcola, ministre de l'Économie et des Finances (à gauche) et vice-présidente du groupe bancaire, Nnenna Nwabufu (à droite)

continent africain. « Il est opportun d'élargir notre soutien à la transformation du secteur agricole tout en tirant parti des technologies d'énergie renouvelable », a-t-elle déclaré.

Barcola, ministre togolais de l'Économie, en saluant une initiative en droite ligne de la Feuille de route « Togo 2025 ». Le projet couvrira près de 10 000 hectares et mettra sur l'agroforesterie, l'irrigation

des semences : elle portera, demain, les fruits d'une transformation ambitieuse, portée par l'innovation, l'équité et la volonté politique.

Edy Alley**Togo-FMI****Vers un nouveau décaissement de 58 millions de dollars**

Grâce à l'accord conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre de la Facilité élargie de crédit, le Togo confirme sa volonté de tenir le cap des réformes. Les deux partenaires ont trouvé un accord « au niveau des services » dans le cadre de la deuxième revue de ce programme économique. Une démarche qui balise un nouveau décaissement de 58 millions de dollars

L'accord dit « au niveau des services » scelle la deuxième revue du programme économique appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). Fruit de plusieurs semaines d'intenses discussions à Lomé et à Washington, il permet au pays de débloquer une nouvelle tranche de financement : 58,4 millions de dollars, soit 44 millions de droits de tirage spéciaux, sous réserve toutefois de l'approbation finale du Conseil d'administration du FMI.

Le Fonds ne cache pas sa

respecté. Une entorse déjà constatée lors de la première revue. Pour cause, des dépenses imprévues liées à « la gestion des inondations et à la subvention d'engrais agricoles ». Ces urgences ont pesé sur les finances publiques, creusant le déficit et alourdissant l'endettement.

Les autorités ont renforcé leur maîtrise des risques budgétaires et recapitalisé la dernière banque publique, désormais conforme aux normes de l'Uemoa. Du côté de la gouvernance, plusieurs signaux forts ont été envoyés : révision du cadre des marchés publics, transparence sur les bénéficiaires effectifs des contrats publics, et lancement d'un audit de gouvernance mené conjointement avec le FMI, avec publication des résultats prévue. Le programme FEC, mis en place en mars 2024 pour un montant



satisfaction. Il salue des « fondamentaux économiques jugés solides ». En effet, la croissance togolaise a atteint 5,3 % en 2024, portée notamment par « la performance des secteurs agricole et des services ». Quant à l'inflation, elle a été divisée par près de trois en deux ans, tombant à 2,6 % en avril 2025, après un pic à plus de 7 %. Le bémol vient du critère budgétaire, qui n'a pas été

total de 390 millions de dollars sur 3 ans, vise à « restaurer la viabilité de la dette et à renforcer les capacités de l'État à soutenir une croissance inclusive ».

Une troisième revue est attendue au second semestre 2025. En attendant, le Togo avance, parfois en équilibre sur un fil budgétaire tendu, mais avec la ferme volonté de « ne pas perdre le cap » des réformes.

Edy Alley

Togo

Engrais et semences vivrières, piliers agricoles

Confronté à la nécessité de renforcer de façon optimale la sécurité alimentaire, le Togo multiplie les initiatives en faveur de ses producteurs agricoles. Parmi les mesures phares de la campagne agricole 2024-2025 figure la distribution massive et encadrée d'engrais subventionnés, visant à améliorer les rendements et à garantir une fertilisation raisonnée des terres cultivables.

Depuis un moment maintenant, les autorités ont fait du renforcement de la fertilité des sols une priorité de la politique agricole. À travers l'Agence nationale de sécurité alimentaire du Togo (Ansat) et la Centrale d'approvisionnement et de gestion des intrants agricoles (Cagia), des milliers de tonnes d'engrais sont acheminées chaque saison dans les régions du pays.

parfois de moitié par rapport aux tarifs du marché. Une mesure qui permet d'alléger la charge financière pesant sur les agriculteurs et de favoriser une utilisation plus généralisée des fertilisants adaptés. Soucieux de répondre aux réalités agricoles locales, les décideurs procèdent à une répartition équitable des stocks disponibles. Afin d'éviter les pénuries et les spéculations récurrentes observées par le passé, le gouvernement a instauré un système de distribution encadrée.

Les engrais sont désormais livrés dans des points de vente officiels et communautaires sous la supervision des comités préfectoraux de suivi. Chaque producteur inscrit bénéficie d'une quantité proportionnelle à la superficie exploitée et à la nature des cultures pratiquées. Cette

tonnes ont été partagées, contre 8 084 dans la région Maritime. Au niveau de la région des Plateaux, ce

production. Dans toutes les régions, les exploitants enregistrent en moyenne une augmentation des

les filières vivrières. Jadis confronté aux ruptures de stock en pleine campagne agricole



Engrais

sont 11 156 tonnes dont il s'agit. 10 788 tonnes dans la région centrale, 17 625 tonnes dans celle de la Kara et 30 125 tonnes dans

récoltes. Maintenant, le cap est mis sur la fertilisation durable. Plusieurs projets sont encouragés pour promouvoir la fabrication locale de compost et de biofertilisants, afin de préserver la santé des sols à long terme. Avec ces actions combinées, le Togo solidifie son agriculture qu'il ne manque pas de rendre moderne, résiliente et durable, capable de nourrir sa population et de contribuer davantage à la croissance économique.

Engrais vivriers : 60 milliards FCFA prévus pour assurer la disponibilité en 2025

Dans le sillage des réformes structurelles engagées dans le secteur agricole, le gouvernement togolais met un accent particulier sur la disponibilité continue et maîtrisée des engrais vivriers, un levier stratégique pour renforcer la souveraineté alimentaire nationale. Loin de se limiter à de simples opérations de distribution ponctuelle, l'approche consiste aussi à repenser la gestion des intrants agricoles pour accompagner durablement les producteurs et structurer

et aux retards de livraison préjudiciables pour les exploitants, le Togo a révisé son dispositif d'approvisionnement en engrais vivriers. Dès la fin de la campagne précédente, des prévisions sont établies en concertation avec les organisations paysannes et les directions régionales de l'agriculture afin d'estimer précisément les besoins par culture et par zone agroécologique. Cette anticipation permet aujourd'hui d'assurer une disponibilité constante dans les magasins de stockage, réduisant ainsi la dépendance aux fluctuations du marché international et aux contraintes logistiques saisonnières.

L'une des innovations majeures de cette stratégie repose sur la constitution de stocks d'engrais vivriers. Ces réserves stratégiques, réparties dans les chefs-lieux de région et certaines localités agricoles à fort potentiel, garantissent la continuité de l'approvisionnement en cas de forte demande ou de perturbation des circuits classiques.



Engrais

78 000 tonnes d'engrais distribuées aux agriculteurs togolais en 2024

À chaque campagne, plusieurs dizaines de milliers d'engrais sont mobilisées et mises à la disposition des producteurs à des prix subventionnés, réduits

nouvelle organisation permet de lutter contre le détournement des intrants et de s'assurer qu'ils parviennent effectivement aux bénéficiaires légitimes.

Les quantités d'engrais distribuées par région en 2024 sont conséquentes. Dans le Grand Lomé, 160

la région des Savanes pour un total de 77 938 tonnes distribuées au cours de l'année.

Selon les relevés des services agricoles, l'utilisation des engrais subventionnés permet d'améliorer sensiblement les rendements dans plusieurs zones de

S'agissant des quantités et du coût estimatif d'engrais vivriers prévus par région en 2025, le Budget citoyen 2025 dévoile tout. 667 tonnes sont attendues dans Lomé Commune pour un coût de 466 millions de francs CFA. Dans la région Maritime, 5,6 milliards de francs seront nécessaires pour 8 016 tonnes d'engrais vivriers, selon les prévisions.

Les mêmes estimations indiquent que, dans les Plateaux, les agriculteurs devraient avoir 12 308 tonnes d'engrais vivriers, contre 8,6 milliards de francs. Dans la région Centrale, on parle de 11 905 tonnes pour 8,3 milliards, de 13,7 milliards de francs pour 19 615 tonnes dans la région de la Kara et de 22,7 milliards pour rendre disponibles 32 489 tonnes dans les Savanes. Le total de tonnes d'engrais revient donc à 85 000 et le montant à 59,5 milliards.

Impact structurant sur les marchés vivriers

Au-delà de la disponibilité physique des engrais, cette politique porte déjà ses fruits sur les marchés vivriers locaux. Les

il y avait des moments où le sac de maïs flambait parce qu'elles craignaient la pénurie. Aujourd'hui, grâce aux engrais disponibles à temps et à leur coût subventionné, les paysans produisent plus et elles ont moins de ruptures.

Par ailleurs, les producteurs sont initiés aux techniques de fertilisation raisonnée, adaptées aux spécificités de leurs sols et cultures, afin d'optimiser les rendements sans compromettre la qualité des terres. C'est donc tout un pari sur l'autonomie agricole.

Distribution de semences vivrières, une des réussites agricoles du Togo

Dans un contexte marqué par les défis climatiques et économiques, le Togo multiplie les initiatives pour soutenir son secteur agricole, pilier de son économie et garant de la sécurité alimentaire. Depuis que les campagnes agricoles s'enchaînent, les autorités intensifient la distribution de semences vivrières de qualité aux producteurs, avec une



Champ de maïs

reste essentiellement familiale. Afin de renforcer sa productivité et d'assurer aux paysans des récoltes plus résilientes, le gouvernement, à travers le ministère en charge de l'Agriculture et l'Institut togolais de recherche agronomique (Itra), procède à la mise à disposition de plusieurs variétés améliorées de semences vivrières.

Maïs, riz, haricot, soja, sorgho, etc. figurent

ont été mobilisées et réparties selon les priorités agricoles de chaque région. Le Grand-Lomé et la région maritime, zones à forte consommation vivrière, reçoivent également des tonnes de semences.

En 2024, en ce qui concerne la quantité de semences vivrières distribuées par région, 48,950 tonnes sont allées à la région maritime, 713,29 tonnes à la région des Plateaux. Dans la Centrale, les agriculteurs ont eu droit à 1 395,57 tonnes. Ceux de la région de la Kara ont touché 338,150 tonnes. Dans les Savanes, ce sont 819 tonnes qui ont été distribuées. Le total de semences vivrières dans toutes les régions revient à 3 314,960 tonnes. 4 528 tonnes sont prévues pour cette année 2025, chiffres contenus dans le Budget citoyen 2025.

Perspectives de renforcement pour 2025

Fort des résultats encourageants

enregistrés, l'exécutif envisage déjà d'élargir ce programme d'appui pour les prochaines campagnes. L'acquisition de nouvelles variétés certifiées et la mise en place de banques de semences villageoises figurent parmi les actions prévues, avec pour ambition de couvrir une grosse partie des besoins nationaux en semences de qualité.

Au-delà des appuis ponctuels, le gouvernement entend accélérer la transformation structurelle du secteur à travers la mécanisation, le développement des chaînes de valeur et l'accès facilité au crédit agricole. Un enjeu stratégique pour garantir l'autosuffisance alimentaire et améliorer les revenus des exploitants ruraux. Avec cette dynamique enclenchée, le pays confirme sa volonté d'inscrire durablement son agriculture dans une logique de résilience.

Luc Biova



Semences vivrières

récoltes plus régulières et mieux maîtrisées, grâce à une fertilisation adaptée, stabilisent les volumes de production et contribuent à contenir les hausses saisonnières des prix. Dans divers marchés, les commerçantes de céréales témoignent de cette amélioration. Avant,

répartition méticuleuse par région pour répondre aux besoins spécifiques des terroirs.

Comptant pour près de 40 % du produit intérieur brut (PIB) et employant plus de 60 % de la population active, l'agriculture togolaise

parmi les cultures les plus ciblées. Ces semences sélectionnées, à haut rendement et résistantes aux aléas climatiques, sont distribuées à prix subventionnés pour favoriser leur adoption. Pour la campagne en cours, des milliers de tonnes de semences vivrières

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnez-vous au journal quotidien **TOGO MATIN !**

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin au tarif à un (1) an (12) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale: _____
 Profession ou métier: _____
 Adresse: _____
 Téléphone: _____

Je m'abonne

Abonnement mensuel: 5.000 ₪

Abonnement trimestriel: 15.000 ₪

Abonnement semestriel: 20.000 ₪

Abonnement annuel: 40.000 ₪

BP. 3037 Lomé Togo
 Tél. 22 82 13 42
 Facebook: togomatine
 E-mail: togomatine@togomatine.com
 Site web: www.togomatine.tg
 Tel: 22 82 13 42

Nouveau braquage armé à Lomé

La lutte contre la prolifération des armes à feu ne doit pas faiblir

Un nouveau braquage qualifié de spectaculaire par certains témoins, s'est produit le vendredi 30 mai 2025 à Lomé, non loin du Stade de Kégué. A Lomé, cela fait quelques années que l'on n'a plus entendu parler d'actes de banditisme de ce genre. Le seul fait d'imaginer que des hommes armés de fusils sont là tapis dans l'ombre et capables de frapper à nouveau suscite la stupeur. Les autorités doivent agir le plus vite possible.

D'après des informations diffusées par le site d'information Togo Breaking News, deux individus armés, circulant à dos d'une moto, ont attaqué des passants et se sont enfuis avec une forte somme d'argent.

«Les braqueurs suivaient discrètement deux hommes également à moto, dont l'un portait un sac. Arrivés

chez une vendeuse de bouillie, les victimes se sont arrêtées pour effectuer un achat. C'est à ce moment précis que les malfaiteurs sont passés à l'action. L'un des assaillants a ouvert le feu, blessant à la jambe le porteur du sac, avant de s'emparer du butin. Les deux voleurs ont ensuite pris la fuite à vive allure, laissant la victime au sol», rapporte notre confrère dans un article publié en fin de semaine dernière.

De nos confrères, l'on a également appris que la victime blessée a été rapidement évacuée vers un centre hospitalier pour recevoir des soins. Sa vie est actuellement hors de



Un braqueur armé d'un fusil

danger.

Alertées, les forces de l'ordre se sont rendues sur le lieu du braquage à Kégué où ils ont pu faire les premiers constats. Une enquête a été ouverte afin d'identifier les auteurs de

ce braquage spectaculaire et faire toute la lumière sur les circonstances de cette attaque violente qui sème l'inquiétude dans le quartier. Prolifération des armes, renforcer la lutte Le Togo met en place des

mesures et des initiatives pour lutter contre la prolifération des armes, notamment des armes légères et de petit calibre, ainsi que des armes chimiques. Dans ce sens, le gouvernement a créé une Commission nationale de lutte contre la prolifération, la circulation et le trafic illicites des armes légères et de petit calibre (CNPAL) qui mène des actions sur le terrain.

Dans un contexte de montée des actes terroristes notamment dans le nord du pays, il est important que les autorités renforcent la lutte contre la prolifération des armes.

Affo-Djèlè Alarba

Cotonculture

Les récoltes encore une fois en-deçà des attentes

Sous le contrôle de l'entreprise singapourien Olam, depuis 2020, la cotonculture au Togo évolue en decrescendo, malgré les grandes ambitions qu'affichent des acteurs du secteur chaque année.

En effet, depuis que le groupe Olam a pris le contrôle du secteur, la production nationale du commerce franchit difficilement le seuil des 60 000 tonnes, à l'exception de la campagne 2023-2024 où un rebond à 67 000 tonnes avait été observé. Pour la saison 2024-2025, la filière a encore enregistré une nouvelle baisse.



Une récolte de coton

D'après les statistiques, les cotonculteurs ont produit 60

403 tonnes de coton graine, traduisant une baisse de 8,4 % par rapport à la prévision

initiale de 66 000 tonnes. Si l'on considère que pour la campagne 2023-2024, la production nationale était de 67 000 tonnes, on peut conclure que la production a baissé de 9,8 %.

A l'occasion de la rencontre nationale de bilan tenue à Kara le mercredi 28 mai 2025, la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT) a dévoilé ses nouvelles ambitions par rapport à la campagne 2025-2026. Les acteurs veulent emblaver 110 000 hectares de terres, afin d'atteindre une production

de 93 000 tonnes de coton graine.

Soutiens de l'Etat

Pour soutenir cette ambition, l'État a décidé de maintenir les prix incitatifs malgré un contexte économique tendu. Le prix d'achat du coton graine est reconduit à 300 FCFA le kilogramme.

Les prix des engrais (NPKSB et Urée) sont également maintenus à 14 000 F CFA le sac.

Affo-Djèlè Alarba

Journée de l'arbre

Les plus hautes autorités togolaises donnent l'exemple

Hier, dimanche 1er Juin 2025, la représentation nationale a marqué sa participation à la célébration de la Journée nationale de l'arbre à travers la mise en terre de 200 plants dans l'enceinte et aux alentours des bâtiments de l'institution.

Cette initiative s'inscrit dans la dynamique nationale de reconstitution du couvert végétal, portée par les plus hautes autorités du pays et soutenue par les institutions de la République.

Pour l'édition de cette année, le président de l'Assemblée nationale, Sevon-Tépé Kodjo Adédzé, a donné l'exemple en mettant en terre un plant d'araucaria heterophylla. Il était entouré des autres membres du bureau et de la conférence des présidents, des députés et du personnel de l'administration parlementaire pour cet acte porteur d'un grand espoir pour l'environnement.

Les espèces de plants notamment, Khaya senegalensis, araucaria heterophylla, mises en terre sur le domaine de l'Assemblée nationale ont été choisies pour contribuer à la reforestation communautaire. Pour l'honorable Nadjo N'ladon, président de la Commission de l'environnement de l'Assemblée nationale, il s'agit là d'une démarche à la fois pragmatique et éclairée.

« Nous avons choisi certains plants pour leur caractère ornemental et d'autres pour leur vertu. Le Khaya senegalensis, par exemple, est une espèce particulièrement efficace dans la captation du carbone. Elle nous permet de joindre l'esthétique à l'écologie », a-t-il expliqué.

L'engagement parlementaire

ne se limite pas à l'enceinte de l'institution. Chaque député mettra en terre 500 plants dans sa localité. Une implication individuelle qui traduit la volonté d'ancrer l'action écologique au plus près des communautés. Cette approche décentralisée renforce l'ambition nationale qui est celle de planter deux millions d'arbres pour cette édition 2025 de la Journée de l'arbre, et atteindre un milliard d'ici à 2030.

Selon le président de commission, Nadjo N'ladon, planter un arbre, c'est accomplir un devoir citoyen, c'est préserver la nature, c'est aussi défendre le climat qui est aujourd'hui menacé. Il appelle à une large participation populaire pour que cette journée ne soit pas qu'un symbole mais un acte collectif

de refondation écologique. La campagne a été officiellement lancée à Sokodé (région Centrale) par le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la

Gnassingbé Eyadema, la Journée nationale de l'arbre s'est imposée au fil des années comme un rendez-vous majeur de l'engagement environnemental au Togo. La représentation nationale est



Kodjo Adédzé verse de l'eau sur le plant qu'il vient de mettre en terre

Chefferie coutumière.

Depuis son institution en 1977 par feu général président

au cœur de cet engagement pour un Togo encore plus vert.

La rédaction



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Communiqué de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest relatif à la deuxième réunion ordinaire du Comité de Politique Monétaire

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) organise la deuxième réunion ordinaire de son Comité de Politique Monétaire au titre de l'année 2025, le mercredi 4 juin 2025 à son Siège, à Dakar.

A l'issue de la rencontre, les principales décisions sur les taux directeurs et le coefficient des réserves obligatoires applicables aux banques seront annoncées au public.

Avenue Abdoulaye FADIGA
BP 3108 – Dakar - Sénégal

Tél. (221) 33 839 05 00 / Fax. (221) 33 823 93 35
courrier.bceao@bceao.int - www.bceao.int

Mali/Opposition

La justice valide la dissolution des partis

La justice malienne a rejeté les recours déposés contre la dissolution de près de 300 partis politiques, une décision prise le 13 mai 2025 par la junte au pouvoir. Une nouvelle étape dans l'effritement progressif des libertés au Mali, déjà mises à mal depuis les coups d'État successifs de 2020 et 2021.

« Malgré ces rejets, la bataille judiciaire ne fait que commencer », a indiqué un communiqué des requérants transmis à la presse. Un appel a été interjeté devant la cour d'appel de Bamako, et une saisine de la Cour suprême est en cours. Des démarches



Marche de l'opposition au Mali

Cette décision fait suite à une manifestation pacifique organisée le 3 mai à Bamako, qui avait rassemblé plusieurs centaines de citoyens autour d'une large coalition de partis inquiets d'un projet de dissolution. Le régime militaire, dirigé par le général Assimi Goïta, a réagi en officialisant l'interdiction de toutes les formations politiques et de leurs activités, invoquant la nécessité de « rationaliser » un paysage politique qu'il juge morcelé.

Les recours en justice ont été introduits non par les partis eux-mêmes – légalement empêchés d'agir – mais par des citoyens et responsables politiques comme Mountaga Tall, du Congrès national d'initiative démocratique (CNID), au nom de la liberté d'association et du droit à participer à la vie publique. Tous ont été rejetés en première instance.

au niveau international sont également envisagées. Cette dissolution s'inscrit dans une série de mesures autoritaires prises par le régime : suspension de la presse, interdiction des manifestations, fermeture de médias critiques et désormais élimination du pluralisme politique. Une concertation nationale tenue fin avril avait d'ailleurs ouvert la voie à cette décision, tout en suggérant de confier un mandat présidentiel de cinq ans renouvelable au général Goïta, sans passer par les urnes.

Alors que les militaires ont manqué à leur engagement de restituer le pouvoir aux civils en mars 2024, cette nouvelle dérive institutionnelle alimente les inquiétudes sur la pérennité de la démocratie au Mali, où les contre-pouvoirs sont désormais muselés.

T.M.

RDC/Politique

A Goma, Kabila dialogue avec les chefs coutumiers

En visite discrète mais symboliquement lourde à Goma depuis le 25 mai, l'ancien président congolais Joseph Kabila tisse patiemment le fil d'un dialogue avec les figures morales du Nord-Kivu. Après les religieux, il s'est tourné ce vendredi 30 mai vers les autorités traditionnelles locales – gardiennes d'une sagesse ancienne et d'une légitimité enracinée dans les peuples.

Une trentaine de chefs coutumiers, dont quatre rois traditionnels du territoire de Masisi et du Rutshuru, ont répondu à l'appel. Le décor était sobre, presque solennel. La rencontre, d'une quarantaine de minutes, s'est déroulée à huis clos, mais les mots en sont sortis chargés d'espoir, d'inquiétude, et d'exhortations.

« Les échanges ont porté sur la sécurité, le développement local, mais aussi sur les rapports entre le pouvoir traditionnel et l'administration moderne », a confié à la sortie Butsi Kahembe IV, Mwami de Bukumu. Dans une province écartelée par les violences armées, les conflits fonciers et les déplacements massifs de populations, la voix des chefs traditionnels résonne avec la gravité d'une urgence silencieuse. Beaucoup d'entre eux, eux-mêmes victimes de la crise, y ont perdu terres, statut et parfois la vie.

Mais ce qu'ils sont venus chercher auprès de Joseph Kabila n'est ni un décret, ni une promesse politique. C'est sa stature, son histoire et surtout son influence. « Nous

savons qu'il n'a pas de pouvoir exécutif, mais il reste une figure nationale. Il peut parler, être écouté, faire bouger les lignes », affirme le Mwami de Bukumu, comme pour conjurer l'impuissance institutionnelle par la force morale de l'ancien président.

n'est pas une main tendue vers le passé, mais une invitation à user de son « influence, sagesse et expérience » pour peser, à nouveau, sur la marche d'un pays qui cherche toujours la paix.

Selon son entourage, d'autres consultations sont prévues



Kabila et les chefs coutumiers à Goma

En se positionnant comme un interlocuteur des "forces morales" du Nord-Kivu, Joseph Kabila esquisse un rôle hybride : ni opposant, ni messie, mais peut-être un passeur. Celui qui, pendant 18 ans, a tenu les rênes d'un pays à la fois immense et fragmenté, tente aujourd'hui un retour par le bas, par l'écoute des invisibles.

Dans cette région de l'est congolais, épice d'une guerre complexe mêlant enjeux géopolitiques, fractures communautaires et pillages de ressources, les chefs coutumiers sont souvent les derniers garants d'une cohésion qui vacille. Leur appel à Kabila

dans les jours à venir, notamment avec la société civile. Joseph Kabila semble prendre son temps, multipliant les gestes d'écoute dans une province où le bruit des armes a trop longtemps couvert la voix des anciens.

Dans une République démocratique du Congo où le pouvoir change mais où les blessures persistent, la démarche de l'ancien chef de l'État soulève une question simple mais fondamentale : que peut encore un ancien président, quand il écoute plutôt que de promettre ?

T.M.

Togo/Football féminin**Annales de la 3e session pour les entraîneurs**

La Fédération togolaise de football (FTF), en collaboration avec la Fifa, la Giz et La Guilde, a tenu du 26 au 30 mai 2025 à Lomé, la troisième session de l'atelier de formation des entraîneurs de football féminin. Placée sous le thème « Le sport au service de l'émancipation des femmes », cette session s'est inscrite dans la continuité des actions engagées en faveur du développement du football féminin au Togo.

femmes, engagés dans la promotion et l'encadrement du football féminin à la base. Pour Alice Wonegou, coach à Top Foot Lomé, cette formation marque une véritable évolution dans sa manière d'encadrer les jeunes filles. « C'est vraiment positif ce que j'ai

est essentiel qu'une sportive adopte un comportement exemplaire, sur et en dehors du terrain. Je retiens que le leadership se construit avec de la personnalité, de la persévérance et la volonté de bien faire son travail auprès des jeunes filles ». Un avis partagé par Raouf Tchagbé, venu de Kantè. « Je repars très satisfait, avec de nouvelles connaissances acquises au cours de cette formation. J'ai découvert des approches totalement nouvelles concernant l'émancipation de la jeune fille. Il ne s'agit plus uniquement de performance, mais aussi de prise en compte du volet social. Nous allons désormais œuvrer pour que nos apprenantes aient une autre vision du sport, fondée sur le leadership, l'équité et le respect des genres ».

Le Secrétaire général de la FTF, Hervé Agbodan, a salué l'engagement

des participants tout en réaffirmant la volonté de la Fédération d'aller plus loin dans le développement du football féminin. « À travers cette formation, nous avons voulu renforcer les compétences des entraîneurs de football féminin. En tout, une centaine de participants ont été formés au cours des trois sessions, et nous saluons leur implication tout au long du processus », a déclaré le patron de l'administration de la FTF. La prochaine étape consistera à « assurer un suivi rigoureux pour observer comment les acquis seront déployés sur le terrain, dans les différentes zones d'intervention. Par ailleurs, nous travaillons activement sur un projet majeur : la mise en place d'une Ligue de Football féminin structurée. Cela nécessitera un véritable processus de planification

stratégique, des ressources adaptées et un programme d'animation soutenu. C'est un chantier qui nous tient particulièrement à cœur, à la FTF comme chez tous nos partenaires. Ensemble, nous allons œuvrer à poser des bases solides pour le développement durable du football féminin au Togo », a précisé le patron de l'administration de la FTF. La remise des attestations aux participants a mis fin à cette session dans une atmosphère empreinte de satisfaction et d'engagement. Depuis le début de l'année, près de 100 éducateurs sportifs ont bénéficié de cette série de formations mises en œuvre par la FTF et ses partenaires. Une dynamique qui s'inscrit dans la volonté de renforcer les capacités locales et de promouvoir une pratique du football plus inclusive.

Avec la FTF



Photo de famille

Après le succès des deux premières éditions, cette nouvelle session a rassemblé une autre vague de participants hommes et

appris. Tout est différent de ce que j'avais acquis auparavant. La plus grande différence réside dans le volet social. Aujourd'hui, il

Togo/Taekwondo**Armel Kouassivi Febon décroche trois médailles en Suisse**

Le jeune athlète togolais Armel Kouassivi Febon a réalisé une performance exceptionnelle le samedi 24 mai dernier, à Genève en Suisse.



Armel Kouassivi Febon (à gauche)

À seulement 15 ans, ce talent prometteur a brillamment récolté trois médailles (une en or, une en argent et une en bronze) lors de deux compétitions distinctes les 24 et 25 mai 2025 au Vélodrome UCI Aigle. Une moisson de médailles au terme d'un week-end intense lors de l'Open Krasniqi classé E2 (Ranking européen), Armel Kouassivi Febon a montré toute l'étendue de son talent en accédant à la finale de la catégorie Junior (-57kg).

Malgré une défaite serrée (2-1) face à un adversaire sud-coréen, il a décroché une médaille d'argent et empoché 10 précieux points au Ranking européen. Le lendemain, le représentant togolais a continué sur sa lancée à l'Open Krasniqi Primé, où il s'était inscrit dans les catégories Juniors et Seniors. En Junior -57kg, il a fait encore mieux : il s'est imposé en finale, s'offrant une superbe médaille d'or.

Malgré son jeune âge, Armel Kouassivi Febon a été surclassé chez les Seniors dans la catégorie -58kg. Face à des adversaires plus expérimentés et physiques, le jeune athlète a démontré une fougue et une détermination remarquables, qui lui ont permis de décrocher une impressionnante médaille de bronze.

Ces trois nouvelles distinctions viennent enrichir le palmarès déjà prometteur d'Armel Kouassivi Febon, dont la carrière s'annonce très brillante. Félicitations à ce jeune prodige togolais !

Luc Biova

Togo/Basketball**La FNB-Togo paraphe deux partenariats stratégiques**

Le 27 mai 2025 à son siège Lomé, la Fédération nationale de basketball du Togo (FNB-Togo) a procédé à la signature de deux conventions de partenariat.

Ces accords ont été séparément conclus entre l'instance dirigeante et deux structures, notamment le média Ahouévi Info et l'association Leading Youth Sport & Development (LYSD). Ces deux partenariats ont pour objectif d'établir un cadre de coopération solide pour le développement du basketball au Togo.

Comme le précise Kpokpaye Tineh, secrétaire adjoint de la FNB-Togo, « ces conventions sont également destinées à donner un élan significatif à la jeunesse du basketball togolais. Elles visent spécifiquement à améliorer l'action sur le terrain et à accroître la visibilité de la balle orange, en parfait accord avec le programme et la vision de la présidente de la fédération ».

Il a détaillé : "Avec Ahouévi Info, l'objectif est clair : donner plus de visibilité à nos jeunes basketteurs. Quant à la seconde convention avec LYSD, qui est solidement implantée partout au Togo, elle va nous permettre d'organiser davantage d'activités pour les jeunes dans toutes les

régions du pays."

Tony d'Almeida, qui a dirigé la FNB-Togo et aujourd'hui directeur général d'Ahouévi Info, voit dans cet accord une chance de transformer son média en un véritable tremplin pour les sports qui restent dans l'ombre du football. Ce partenariat ne fait qu'officialiser des liens déjà très étroits et de longue date entre Ahouévi Info et la FNB.

« Ce partenariat gagnant-

Tony d'Almeida.

Jean-Luc Agboyibo, fondateur de LYSD Togo, a insisté sur l'importance de l'inclusion des femmes dans le sport. « Nous ne voulons pas que le Togo prenne du retard. Le travail effectué depuis dix ans doit maintenant être consolidé par une action collective où chaque instance joue sa partition », a-t-il déclaré, justifiant ainsi la formalisation du partenariat



Symbolique des signatures

gagnant implique qu'Ahouévi Info sera chargé de relayer toutes les activités de la FNB, d'apporter son expertise et son expérience lorsque sollicité. En retour, la FNB devra informer le média de ses activités et prendre en compte les souhaits d'Ahouévi Info pour l'accompagner dans certains de ses événements, afin que tout le monde y trouve son compte », a dit

avec la Fédération nationale de basketball du Togo. Il a réaffirmé l'engagement de LYSD à continuer ses actions sur le terrain : sensibiliser les jeunes filles au sport dans les localités, même les plus reculées, et offrir des bourses aux talents prometteurs.

Ces partenariats sont signés pour une durée de deux ans.

Luc Biova

Togo

China Moutai rassemble des ressortissants chinois autour du "Dragon Boat Festival" 2025

La Chine célèbre, chaque 10 juin, l'une de ses fêtes traditionnelles dénommée "Dragon Boat Festival". Afin de permettre aux ressortissants chinois vivant au Togo de commémorer cette fête, la GRANDE MURAILLE DISTRIBUTION, distributeur exclusif de la liqueur chinoise de marque Moutai au Togo, a organisé un banquet le 30 mai dernier, à Lomé.

Après l'hôtel 2 février en 2024, c'est l'hôtel Anhui qui abrite cette année, le solennel déjeuner couplé avec une dégustation de la liqueur China Moutai. Les invités sont essentiellement des ressortissants chinois vivants au Togo.

« LA GRANDE MURAILLE DISTRIBUTION n'hésite pas à marquer le pas quand il s'agit de mettre en valeur la culture chinoise qui va de paire avec la liqueur Moutai. Cela fait partie de notre programme avec la maison mère en Chine de commémorer à distances la culture de ce pays », a expliqué Bruce Ahli, directeur de la société Moutai au Togo.

Dragon Boat Festival (ndlr, Festival du bateau-dragon en français) est une fête traditionnelle chinoise qui a lieu le cinquième jour du cinquième mois du calendrier chinois, qui correspond à la fin du mois ou au mois de juin dans le calendrier grégorien. La fête commémore Qu Yuan qui était le premier ministre bien-aimé de l'État de Chu, dans le sud de la Chine, pendant la période des États en guerre. Cette fête est célébrée en organisant des courses de bateaux-dragons. Le Dragon Boat Festival intègre la prière pour la chance et le répit de la chaleur estivale.

Le Moutai est issu d'un processus traditionnel complexe. Le mélange de sorgho et de blé subit de multiples cuissons et séchages, huit fermentations, et neuf distillations. Il est ensuite conservé pendant 5 ans dans des jarres en terre cuite enterrées avant d'être assemblé à des alcools plus anciens. C'est ce savoir-faire ancestral qui confère au Moutai une extrême longueur en bouche et une telle complexité de parfum, avec un fort caractère de céréales, un arôme qui rappelle la prune,

le chocolat, la coco, le caramel, la noisette grillée, également mentholé.

Reconnue pour son attachement aux valeurs ancestrales, la Chine ne lésine pas sur la célébration de ses fêtes traditionnelles. Loin de leur pays, la communauté chinoise résidant au Togo a eu le privilège de célébrer le Dragon Boat Festival grâce à China Moutai. Dans une ambiance festive, ils ont respecté la tradition en mangeant des boulettes de riz collantes appelées zongzi, qui sont des traditions du sud de la Chine.

La Rédaction





CORIS MONEY
Simple et cool !



PROMO CORIS MONEY DÈS LE 1^{ER} MAI

**PAYEZ VOS
FACTURES**

**FRAIS DE
RETRAIT**

**CEET
CASH
POWER
TDE**



Disponible gratuitement sur



CENTRE D'APPEL : 8283

SIMPLE & COOL

par

